

Les dilemmes sociaux

Les failles liées à la rationalité égocentrique, notamment le dilemme de participation, le dilemme d'usage et le dilemme du prisonnier ont été profondément étudiées dans les sciences depuis quarante ans. Vu l'impact, d'innombrables recherches ont été menées dans des disciplines aussi différentes que les mathématiques, les sciences politiques, l'économie, la sociologie, la psychologie, la philosophie, la biologie et l'intelligence artificielle.

L'exposé suivant montre que la rationalité égocentrique ne peut pas se protéger elle-même du dilemme du prisonnier et des multiples formes du dilemme de participation et d'usage.

1. Le dilemme de participation

L'humanité doit trouver un équilibre durable entre elle et son environnement naturel. Les changements inévitables pour y parvenir nécessitent la contribution de tous. Tout le monde profiterait si nous réussissions à réduire l'émission des gaz à effet de serre, les effets d'inégalités ou la consommation individuelle. Mais un individu (ou une collectivité) guidé par la rationalité égocentrique verra un avantage dans le refus de participer.

Cette forme de schizophrénie peut être parfaitement comprise. Du point de vue sociologique, cette situation représente le dilemme de participation. En se référant à l'exemple de la réduction du niveau de consommation les réflexions d'un rationaliste égocentrique peuvent ressembler à ce qui suit :

« Supposons que nous parvenions tous à réduire la consommation de telle façon que le développement devienne durable. Si je participe, je m'impose des difficultés, des contraintes et une limitation de mon train de vie. Si je ne participe pas, le but sera aussi atteint puisque chaque participation individuelle n'a que de très faibles retombées. Dans ce cas, il est donc préférable pour moi de ne pas participer. Si, au contraire, le but n'est pas atteint, ma participation aura été vaine et je me serai limité pour rien. Dans les deux cas, il est avantageux pour moi de ne pas participer. »

Le calcul du rationaliste égocentrique se confirme si les autres participent et qu'ainsi le but est atteint. Par contre, si tout le monde pense comme lui, ou si la part des rationalistes égocentriques est assez grande, le but ne sera pas atteint et il n'y aura pas de changement des comportements de consommation, pas de traité de réduction des rejets de dioxyde de carbone et aucune réglementation des marchés financiers, même si tous en reconnaissent l'avantage et ambitionnent le respect de ces accords. Les avantages individuels visés seront tout autant perdus que ceux que promettaient les buts poursuivis – réduction des gaz à effets de serre ou réduction de la consommation, réglementation des marchés, etc. Ne vont rester que les inconvénients, que la collectivité voulait justement éviter au départ.

Ici on peut objecter de façon justifiée qu'une telle attitude, qui conduit au refus de sa propre participation, est apprise, et se met en œuvre avec un certain sens de l'abstraction. C'est vrai.

Mais au quotidien, un processus qui ressemble à celui décrit plus haut, se déroule de façon intuitive et associative, de l'évaluation de chaque possibilité jusqu'à une décision. Et il mène au même résultat !

Une évaluation consciente a cependant l'avantage de faire comprendre comment un individu guidé par la rationalité égocentrique en vient au refus de sa propre participation. C'est seulement là que se précise ce qui n'est pas pris en compte au niveau de la pensée.

Un rationaliste égocentrique distingue les intérêts collectifs au cas par cas. L'intérêt collectif, qui s'exprime dans le vœu commun d'une limitation adéquate du niveau de vie, n'est pas reconnu, ni l'intérêt de la société d'avoir des relations individuelles basées sur la confiance et une cohésion sociale forte. Ce qu'il ne perçoit pas ce sont les effets dévastateurs de son propre comportement sur l'intérêt collectif : la ruine de la confiance et de la cohésion, le reniement infondé de l'égalité et donc du canon des valeurs modernes. Il ne voit pas, non plus, que son attitude va au dépens des autres et l'amène à miser que les autres endosseront sa part de participation. Il ne comprend pas – alors qu'il en est à l'origine – les retours de manivelles collectifs sur sa propre personne. Son attention se concentre surtout sur lui et ne prend en compte que les conséquences à court terme.

Cependant, les motifs qui conduisent au refus de participation sont souvent très complexes, et chacun pourrait trouver en lui un trait du rationaliste égocentrique. Ces traits se découvrent par une introspection, au contact des autres et par une observation précise de la planification du chemin de vie.

Cette description peut apparaître, ou non, trop abstraite ou unidimensionnelle, mais après trente années perdues pour trouver des solutions fiables face aux effets inquiétants des émissions de dioxyde de carbone et des dérives du secteur financier, notre monde incarne, de manière forte et impitoyable, cette forme de dilemme de participation. Le fait que rien ne puisse, et n'ait été réglé de façon durable, révèle un talon d'Achille propre à un monde dominé par une rationalité égocentrique. Sans la prise en compte d'autres aspects, aucune solution viable ne peut être trouvée aux problèmes. Pour les trouver, il faut mettre en place une participation constructive de tous les intéressés – que ce soient des individus, des partis politiques ou des états-nations. Dans le cas de figure actuel, l'humanité s'enferme systématiquement et à tous les niveaux de la société, dans un piège qui la laisse démunie au bord du gouffre.

Si la première forme du dilemme de participation s'exprime par l'incapacité à résoudre les problèmes et à dépasser les situations intenable de façon durable, la deuxième forme, elle, est associée aujourd'hui à une dégradation continue des fondements biologiques et sociaux de l'Humanité. Cette deuxième forme apparaît, dans une communauté dominée par la rationalité égocentrique, lorsqu'il s'agit du maintien d'un bien commun ; par exemple des règles et valeurs sociales. Chacun a le choix de les suivre, le choix de participer par son comportement, à leur

maintien ou bien agir en fonction de chaque situation : selon ce qui lui paraît le plus avantageux, il choisira de s'y tenir ou de les braver selon le cas. Après réflexion telle que celle développée plus haut, un rationaliste égocentrique en vient à la conclusion que son avantage se trouve dans le deuxième cas de figure – sans prendre en compte les intérêts collectifs ni les retours de manivelle.

Un rationaliste égocentrique va agir en fonction de chaque situation : selon ce qui lui paraît le plus avantageux, il choisira de se tenir aux règles et valeurs, ou de les braver, même s'il s'agit de valeurs intrinsèques telles que la dignité et l'intégrité humaine. En dernier lieu, aucune autorité étatique ne peut nous protéger des exactions plus ou moins subtiles qui en découlent. C'est ce que nous montre le texte suivant :

*« Des secteurs étendus de la vie sociale sont organisés en grande partie sur la base de principes anarchiques, et ils doivent l'être », écrit l'économiste américain et tenant du prix Nobel, James Buchanan, et il poursuit : « La vie sociale serait probablement insupportable, si pour chaque secteur dans lequel peuvent se former des conflits entre personnes, des règles formelles devaient exister. On peut voir dans le volume des activités qui sont soumises à un contrôle informel plutôt que formel, un test indirect pour la cohésion d'une société. »*¹

Un système informel d'autogestion qui fonctionne, représente, avec le potentiel de sanction corrélatif, une digue contre le non-respect des règles ; contre le bruit nocturne des mobylettes et des voitures, contre la transformation des quartiers en poubelle géante, pour ne citer que deux exemples. Cependant la société moderne ne dispose pas de ce genre de système. Ce manque devient un nœud coulant, car un monde dominé par la rationalité égocentrique tient, selon le cas, le respect ou le non-respect des règles comme la stratégie la plus avantageuse.

À ce stade, on ne mesure pas encore toute l'ampleur des conséquences liées à la deuxième forme du dilemme de participation. Cela se précise lorsque la dynamique propre à ce dilemme se met en branle. Cette dynamique mène directement au dilemme d'usage.

2. Le dilemme d'usage

Le dilemme d'usage apparaît en relation avec les biens communs auxquels ont libre accès les membres d'un groupe. Le bien commun peut être de forme matérielle - comme les zones de pêche à travers le monde, les pâturages ou encore l'air devenu décharge de polluants - ou immatériel comme l'ordre social, les valeurs sociales telles la confiance mutuelle, la dignité, la liberté personnelle, les droits de l'homme ou l'équité. Lorsque les acteurs sociaux utilisent le

1

James Buchanan: *Towards Analysis of Closed Behavioral Systems* (fr: *Vers une analyse des systèmes autarciques de comportement*). Dans *Theory of Public Choice - Political Application of Economics*, Ann Arbor, p.11-13.

bien commun, ils en bénéficient et ont une influence sur lui. Ils peuvent contribuer à sa conservation par un comportement adapté, mais ils peuvent aussi le piller, tout comme des pirates pillent un bateau capturé.

Aussi longtemps que le bien commun n'est pas surexploité, la pêche, le pâturage des prairies, l'abattage des arbres, les émissions de dioxyde de carbone ou les infractions aux règles sociales ne menacent pas la substance de ce bien. Par contre, si le bien commun est surexploité, il dégénère.

La décomposition d'un système social commence par la hausse des infractions non sanctionnées. Cela se poursuit par l'affichage de comportements égoïstes qui s'expriment aux dépens des autres ou de la communauté. Si on ne tient pas compte de ces signaux d'alarme, la transgression non sanctionnée des règles continue d'augmenter jusqu'au point où les valeurs sociales admises comme la confiance, la fiabilité et la fidélité perdent leur valeur universelle.

Cela est en contradiction avec les intérêts collectifs. De semblables situations sont une sorte de folie collective. Dans les sciences, elles sont appelées des irrationalités collectives. Ce ne sont pas forcément les premières mais elles sont les signes annonciateurs évidents d'un dilemme d'usage qui est en train de se poser. Au plan social, les irrationalités collectives deviennent évidentes quand la quantité et la qualité des transgressions des règles commencent à dissoudre l'ordre et la cohésion sociale.

À cet instant de vérité, une logique de déclin s'installe, surtout s'il subsiste un fort degré de rationalité égoïste. Si les problèmes de la société ne peuvent plus être résolus durablement et que des couches sociales de plus en plus larges s'appauvrissent, d'autres irrationalités collectives apparaissent. Cela engendre une perte d'autorité et de légitimité des institutions sociales et politiques. Un froid raisonnement coût-bénéfice s'impose. L'argent devient le symbole universel du succès et remplace l'honnêteté, le savoir-faire et la performance. Ainsi, l'argent s'impose comme le seul indicateur de réussite. S'ensuivent violence, mensonge, corruption et crime organisé. La cohésion sociale est alors totalement dissoute, le vieil ordre social ressemble à un squelette dans un domaine public vidé de légitimité et de crédibilité.

On peut aujourd'hui observer de tels phénomènes de désintégration dans le monde entier. Si, à grande échelle, des résultats autodestructeurs pour tous apparaissent, même pour ceux qui jusque-là pouvaient encore en profiter, alors le dilemme d'usage a complètement déployé ses effets. Une sorte de *tsunami* s'empare de tous les avantages individuels et collectifs recherchés pour les transformer en leur contraire. Aussi longtemps que ses causes agissent, le piège perdure, jusqu'à la destruction ou la dégradation complète du bien commun.

Les mécanismes décrits ci-dessus se manifestent de nos jours à tous les niveaux, qu'il s'agisse de la possession collective ancestrale des pâturages, du système européen de retraite ou de santé, ou des grandes zones de pêche à travers les mers et océans du monde.

La question de savoir s'il faut, et si oui, comment, contrecarrer le dilemme de participation et le

dilemme d'usage est d'un intérêt fondamental. Tous les jours, la rationalité égocentrique agit des milliards de fois sur la cohésion sociale, sur les écosystèmes et sur les fondements de la vie biologique et sociale de l'Humanité. Quelles sont les solutions ?

Quand le microbiologiste et écologiste américain Garrett Hardin a publié en 1968 « *The Tragedy of the Commons* » (fr. « *La Tragédie des Biens communs* »), le dilemme d'usage est devenu, dans sa relation avec les biens communs, un thème d'étude scientifique. Il y a principalement deux possibilités d'empêcher un abus de biens communs matériels. Dans les deux cas, l'accès sera restreint : dans le premier cas par une privatisation, dans le second cas à l'aide de normes sociales, qu'il s'agisse de lois ou de recours à la fiscalité. On peut citer ici comme exemple la fiscalité sur l'énergie ou des lois sur la pollution de l'air ou de l'eau qui doivent assurer une diminution de la quantité des polluants et leur traitement.

Il y a à ce sujet des raisonnements très variés qui tablent soit sur la responsabilité personnelle, soit sur l'autorégulation, soit sur un *mix* de mesures à destination des individus et des institutions. Mais les résultats sont maigres. Dans le monde actuel, de telles solutions ne sont efficaces que si elles sont accompagnées de modalités de contrôle efficace et de sanctions rédhibitoires de telle sorte que le respect des règles adoptées soit la meilleure alternative. Et ici, dans un monde empreint de rationalité égocentrique, guette à nouveau le dilemme de participation.

La question – comment juguler ces forces égocentriques qui peuvent imposer aux pouvoirs publics, avec les appuis nécessaires, leurs intérêts particuliers – rend cette situation navrante encore plus criante.

Pour les biens communs immatériels, comme les valeurs sociales ou les règles informelles, mais également pour le dilemme de participation, les deux possibilités décrites ci-dessus ne fonctionnent pas pour empêcher l'abus de biens communs. Ici tout dépend de l'attitude intérieure. La perception et la poursuite de ses propres intérêts est un attribut fondamental de l'être humain. Comment pourrait-on s'en sortir alors qu'un monde dominé par la rationalité égocentrique est convaincu de la validité de sa méthode ? Comment sortir de tels dérapages collectifs alors

De ce point de vue, le « *autant que possible pour moi* » reste la devise pour la préservation de ses propres intérêts. La rationalité égocentrique peut-elle se prémunir de ces pièges en englobant, lors de la considération d'une situation donnée, d'autres points de vue, comme les souhaits des autres, les facteurs spatiaux et temporels ? En d'autres termes : peut-on résoudre ces problèmes par certaines modifications de cette façon de penser, donc par « *l'intérieur* », sans que la rationalité égocentrique n'ait à abandonner son « *autant que possible pour moi* » ?

Devant la portée de cette question, des études approfondies ont été menées pour déterminer si ces dilemmes peuvent se résoudre de l'intérieur, donc par l'attitude. On est alors confronté au dilemme du prisonnier.

3. Le dilemme du prisonnier

Le dilemme du prisonnier figure parmi les grands paradoxes du 20^{ème} siècle. Dans ce dilemme se focalise sans doute le plus grand clivage de notre époque, celui entre égoïsme et solidarité. Il montre précisément comment trop de rationalité égocentrique transforme l'avantage recherché en désavantage.

Le dilemme du prisonnier a été formulé en 1951 par Merrill M. Flood et par la suite mis au point par le mathématicien Albert W. Tucker. Ce paradoxe, issu de la théorie des jeux, exerce depuis presque cinquante ans une forte influence sur la recherche dans des disciplines aussi différentes que les mathématiques, les sciences politiques, l'économie, la sociologie, la psychologie et la philosophie. Il se laisse formaliser, ce qui a permis une analyse mathématique précise.

Le dilemme du prisonnier apparaît dans les échanges quotidiens lorsque deux rationalistes égocentriques se rencontrent et souhaitent ou attendent chacun un certain service, de quelque nature que ce soit. Bien qu'ils espèrent que leur souhait soit satisfait par l'autre, leur état d'esprit les pousse à ne pas lui donner la contrepartie demandée. Ils en arrivent là par la réflexion suivante :

« Admettons que l'autre m'accorde ce que je désire ; dans ce cas il est plus avantageux pour moi de lui refuser ce que lui désire pour ne pas avoir à en payer le prix ou les efforts. Si par contre l'autre me refuse le service, il est dans mon intérêt, pour la même raison, de lui refuser ce qu'il souhaite. Indépendamment de la décision de l'autre, il est plus avantageux pour moi de refuser la contrepartie souhaitée. »

C'est la logique de l'intérêt personnel. On voit dans le refus de donner à l'autre ce qu'il souhaite un avantage personnel. La similitude avec les deux formes du dilemme de participation n'est pas un hasard. Dans cette forme, le dilemme du prisonnier porte aussi sur une contribution personnelle - ici pour un déroulement fluide du processus d'échange.

Ce qui a déjà été dit précédemment s'applique également ici : le processus mental qui amène à refuser le souhait de l'autre est appris et demande un certain niveau d'abstraction. On peut constater qu'au quotidien, tout se déroule plutôt intuitivement mais mène au même résultat.

Dans l'exemple ci-dessus, l'autre n'apparaît pas en tant que personne, il n'est qu'un cas abstrait et ses intérêts ne sont pas pris en compte. Le rationaliste égocentrique ne voit même pas que son propre comportement cause à l'autre un préjudice. Les intérêts collectifs tout comme l'intérêt social pour un processus d'échange fluide et de confiance sont totalement ignorés. Les conséquences à moyen et long terme sont masquées. À l'exception de la différenciation de cas, on ne voit que soi et ses propres intérêts à court terme.

Le calcul du rationaliste égocentrique se confirme lorsque l'autre lui accorde le service demandé. En revanche, quand deux rationalistes égocentriques se rencontrent, ils vont se refuser mutuellement le service souhaité. L'avantage recherché, qui est de recevoir de l'autre ce que l'on souhaite, leur échappe donc. Si les deux parties avaient agi de façon consensuelle ou

solidaire, elles auraient chacune vu leur souhait réalisé. Ils se nuisent à eux-mêmes. L'incapacité à échanger, le blocage du processus d'échange et la méfiance qui s'en suit sont, en plus, une irrationalité collective.

Dans le cas du dilemme du prisonnier, l'affirmation selon laquelle « *la rationalité de l'intérêt personnel procure le plus grand avantage possible* » se révèle à la fois vraie et fausse. Comme la rationalité égoцентриque est la méthode pour obtenir le plus grand avantage possible, elle est en partie vraie. Mais cette méthode se révèle défailante dans le cas du dilemme du prisonnier. Quand deux rationalistes égoцентриques se rencontrent et se refusent mutuellement un service, ils se trouvent plus mal lotis que s'ils l'avaient accordé. Ici cette affirmation devient fausse. Elle est donc à la fois vraie et fausse.

Les sciences occidentales ne peuvent pas supporter la contradiction qui se manifeste dans le dilemme du prisonnier. En tant que système de connaissances déductif, basé sur la logique formelle, elles ne peuvent par principe pas accepter les contradictions. Une affirmation ne peut à la fois être vraie et fausse ; tout système de connaissances déductif rigoureusement construit doit être sans contradictions.

Les paradoxes ont joué un rôle dramatique dans l'histoire des idées. Nombre des principales idées de la science, comme les mathématiques modernes ou la théorie de la relativité d'Einstein, sont issues de la confrontation intensive avec ce genre de problèmes. Le mathématicien Nigel Howard, de l'université de Pennsylvanie, a réussi en 1966 à résoudre la contradiction du dilemme du prisonnier en intégrant les réactions possibles de l'autre dans la détermination de ses propres avantages. À l'aide des « *stratégies conditionnées* », les alternatives de l'autre partie seront prises en compte dans le calcul. Grâce à cet élargissement du cadre, la contradiction qui s'exprime dans le dilemme du prisonnier est, en théorie, résolue. Le « *vrai* » rationaliste égoцентриque tient compte des alternatives de l'autre dans son calcul et coopère.

La solution de Nigel Howard présuppose que les deux acteurs élargissent le cadre. Elle signifie que le premier a comme stratégie de faire exactement ce que fait le deuxième. Ce dernier ne coopère que si le premier fait exactement ce que lui fait aussi. Deux rationalistes égoцентриques ne peuvent donc coopérer que s'ils sont certains que l'autre connaît et utilise la solution de Nigel Howard. Mais qui de ceux qui agissent au quotidien, donc intuitivement, en rationaliste égoцентриque a déjà entendu parler de Nigel Howard ou connaît sa solution ?

La solution de Nigel Howard est satisfaisante au point de vue scientifique, mais elle n'est pas applicable au quotidien. De plus, toutes les tentatives pour échapper au dilemme du prisonnier par l'intégration d'aspects temporels et spatiaux ont échoué. Plus de 40 ans d'efforts scientifiques, après les travaux de Nigel Howard, n'ont pas permis de trouver une solution globale applicable au quotidien. Si une solution avantageuse pour le rationalisme égoцентриque était apparue, le préservant du piège du dilemme du prisonnier et de sa « *suboptimalité* », elle serait depuis longtemps appliquée dans le monde entier.

Cela signifie que la rationalité de l'intérêt personnel ne peut pas se protéger elle-même du dilemme du prisonnier et des multiples formes du dilemme de participation. Elle reste prisonnière de ses propres côtés obscurs, des « *chambres noires* » avec ses irrationalités, ses préjugés et des résultats négatifs pour la collectivité.

Les conséquences qui en découlent ne pourraient guère être plus graves. Cela devient évident quand on tente de répondre à des questions telles que : « *Nous, Wall Street et le monde de la finance, acceptons-nous que des règles pour la protection des marchés financiers soient adoptées afin que les crises financières ne se répètent plus ou voulons-nous le maintien du statu quo ?* »

Ou : « *Est-ce que nous, les riches et les puissants, utilisons notre pouvoir et notre influence pour faire prévaloir nos propres intérêts ou aspirons-nous à des solutions durables et viables aux problèmes de notre temps ? Choisissons-nous les chemins traditionnels ou participons-nous au processus historique d'adaptation qui s'impose ?* »

Ou, très concrètement pour les peuples du monde occidental : « *Devons-nous restreindre notre consommation et acheter des biens produits plus humainement, respectueux de la nature, afin de contribuer à un monde plus équitable et plus vivable ?* »

Ce à quoi le monde va ressembler et quel chemin il prendra, dépendra de la réponse à ces questions. Si la pensée rationaliste égocentrique domine, le monde s'enferrera de plus en plus dans les dilemmes du prisonnier et de participation. Ce n'est pas ainsi qu'elle parviendra à résoudre ses problèmes.